

Europe Solidaire Sans Frontières > Français > Europe & France > France > Écologie (France) > Energie nucléaire (France) > **Train d'enfer : transport La Hague-Gorleben (5-9 novembre 2010) - Une (...)**

# **Train d'enfer : transport La Hague-Gorleben (5-9 novembre 2010) - Une mobilisation historique**

mercredi 10 novembre 2010, par [Collectif / Signatures multiples](#), [Sortir du nucléaire](#) (Date de rédaction antérieure : 9 novembre 2010).

**Mobilisation antinucléaire HISTORIQUE pendant 5 jours, entre la France et l'Allemagne, pour dénoncer l'impasse des déchets nucléaires.**

Vendredi 5 novembre 2010, 11 conteneurs « CASTOR » remportaient en Allemagne des déchets hautement radioactifs qui avaient été retraités à la Hague (Manche). Ils sont arrivés, avec plusieurs jours de retard, le mardi 9 novembre au centre de stockage de Gorleben (Basse-Saxe). Le passage du « train d'enfer » a été marqué par une mobilisation massive des deux côtés de la frontière.

En France, de nombreux groupes et associations ont manifesté leur refus du nucléaire et de ses déchets dangereux. En Allemagne, la population a massivement rappelé au gouvernement Merkel que la sortie du nucléaire restait d'actualité et que la durée de vie des centrales nucléaires ne devait pas être prolongée.

Le train a également été retardé à de nombreuses reprises, par un blocage du GANVA à Caen, et par de nombreux blocages en Allemagne (des milliers de manifestants pacifiques sur les voies et les routes, des agriculteurs bloquant les ronds-points avec leur tracteur, des camions empêchant le transport des conteneurs de se poursuivre par la route...).

Jamais un transport de ce type n'aura duré aussi longtemps !

Et, même si ce transport a été marqué par différentes violences policières, en France comme en Allemagne, il aura surtout porté un coup massif à l'industrie nucléaire grâce à une mobilisation franco-allemande sans précédent.

Le Réseau « Sortir du nucléaire » remercie tous les groupes, militants et associations français et allemands pour leur engagement.

**Notre résistance ne connaît pas de frontière !**

Unser Widerstand kennt keine Staatsgrenzen !

Our resistance knows no border !

---

***Appel à soutien suite à l'action de blocage du GANVA à Caen :***

## **Communiqués de presse - Pressemitteilungen - Press Releases :**

### **9 novembre 2010 : Décidément nucléaire et démocratie ne font pas bon ménage !**

Communiqué unitaire

Le Vendredi 05 novembre 2010, partout en France des actions ont eu lieu à l'occasion du transport de matières hautement radioactives à destination de Gorleben en Allemagne. Des milliers de manifestants militants, écologistes, adhérents de partis politiques anti-nucléaires et syndicalistes, ont exprimé haut et fort leur refus du nucléaire, leur volonté d'arrêter la production comme les circulations de déchets dont chacun reconnaît l'extrême nocivité.

Au lieu d'entendre les revendications du mouvement anti-nucléaire et de tous ses partenaires, les pouvoirs publics, AREVA et la SNCF ont adopté une position intransigeante associant un déploiement de force impressionnant, un refus manifeste de dialoguer et des pratiques dont nous ne pouvons que regretter le caractère excessif et dangereux.

1. Tout au long du trajet, de Valognes au Pont de Kehl, les pouvoirs publics, AREVA et la SNCF se sont opposés aux contrôles citoyens sur le convoi au mépris des libertés publiques, du droit à l'information et de la compétence des groupes d'experts indépendants dans le domaine du nucléaire.
2. À Caen, l'intervention des forces de l'ordre a été pour le moins musclée. Le communiqué de presse du GANVA (Groupe d'Actions Non-Violentes Antinucléaires), qui a organisé de manière pacifique et non-violente le blocage du convoi fait état le 6 novembre de 3 blessés graves (deux sévèrement brûlés, l'autre a eu les tendons du poignet sectionnés).
3. Enfin, à Longueau la direction de la SNCF a pris la décision de dérouter le convoi pour emprunter un itinéraire qui n'était pas prévu au mépris des règles élémentaires de sûreté nucléaire et de sécurité civile.

Le collectif « STOP-EPR ni à Penly, ni ailleurs » et l'ensemble des organisations qui se sont mobilisés en Haute-Normandie et dans la Somme à l'occasion du passage de ces 123 t. de déchets radioactifs tiennent à manifester leur soutien aux militants qui ont été blessés à Caen comme aux militants allemands dont les actions ont été sévèrement réprimées. Nous revendiquons une réelle transparence au sujet des transports de matières radioactives et plus encore que toute la lumière soit faite sur les actions de la police à Caen.

L'Etat mais aussi AREVA se doivent d'informer l'opinion publique des risques inhérents au nucléaire tant sur le plan environnemental que sanitaire. L'État, AREVA et la SNCF ont le devoir d'entendre des critiques fondées et non de leur opposer le mépris et la violence. Décidément nucléaire et démocratie ne font pas bon ménage !

*Les Alternatifs, CLAN Picard, Collectif « vivre libre », Europe Ecologie, la Fédération pour une alternative sociale et écologique (FASE 76), Fédération SUD Rail, la Gauche Unitaire, le NPA, le Parti de Gauche, Réseau Sortir du Nucléaire, SDN 27, STOP-EPR ni à Penly ni ailleurs.*

---

## **9 novembre 2010 : Quand le Castor passe, il écrase la démocratie au passage**

Traduction du communiqué de l'Initiative Citoyenne de Lüchow-Dannenberg.

Avec un jour et demi de retard, le douzième transport Castor a atteint sa destination, le centre de stockage intermédiaire de Gorleben. « Ceux qui allongent la durée d'exploitation des centrales doivent aussi compter avec l'allongement de la durée du transport des déchets nucléaires », résume l'Initiative Citoyenne de Lüchow-Dannenberg.

La grande affluence à la manifestation, comme à la chaîne humaine d'avril dernier et à la grande manifestation à Berlin reflète bien que les orientations de la politique énergétique du gouvernement allemand ne trouvent pas de soutien auprès de la population.

« Le gouvernement d'Angela Merkel assure les profits des quatre grandes firmes de l'oligopole nucléaire, le développement des énergies renouvelables est bloqué, les gens ont perdu toute confiance dans les politiques », constate Kerstin Rudek, présidente de l'Initiative Citoyenne. Les protestations se focalisent sur le Ministre de l'Environnement Norbert Röttgen (CDU), qui ignore toutes les objections scientifiques qui plaident contre la transformation de Gorleben en site de stockage et qui, le premier octobre, a levé le moratoire qui suspendait les recherches sur le site. Selon Wolfgang Ehmke, porte-parole de l'Initiative Citoyenne, « il parle de dialogue et de transparence, mais a très vite révélé qu'il préférerait tout balayer d'un revers de main : Gorleben doit devenir un centre de stockage définitif, sans discussions, sans recherche d'option alternative, sans même que des dispositions soient prises pour que la population puisse s'exprimer. Nous appelons cela de la violence institutionnelle ».

Ces derniers jours dans le Wendland ont été agités et émouvants. Pour protester contre les orientations pronucléaires radicales du gouvernement fédéral, cinquante mille personnes se sont rassemblées pour une manifestation samedi dernier à Splietau, tout près de la station de chargement des Castor. Les jours suivants, des milliers de personnes ont participé aux diverses actions pour arrêter le transport : les églises et les salles communales ont fourni des endroits protégés et au chaud, et les nombreux dons de nourriture et de vêtements ont montré que les manifestants de l'extérieur étaient les bienvenus.

À lui seul, le comportement réfléchi des manifestants a largement contribué à ce que Gorleben ne se transforme pas en champ de bataille, comme beaucoup l'avaient annoncé. Le mode d'intervention de la police, dans des situations mêmes où il fallait empêcher l'escalade de la violence, a encore échoué, comme le montrent les images de chasse aux manifestants qui ont essayé dimanche d'enlever le ballast des voies, comme l'encerclement nocturne illégal des militants qui faisaient un sit-in par des températures inférieures à zéro à Harlingen. « L'État nucléaire et l'État de droit s'affrontent, et quand le Castor passe, il écrase la démocratie au passage ». Exception notable avec l'intervention de la police lors de l'évacuation du sit-in de cette nuit devant le centre d'entreposage.

Wolfgang Ehmke + 49 170 510 56 06 buero bi-luechow-dannenberg.de

---

**8 novembre 2010 : Après avoir stoppé le train nucléaire, faisons dérailler la machine répressive !**

**Communiqué du GANVA (Groupe d'Actions Non-Violentes Antinucléaires), qui revendique le blocage du « train d'enfer » à Caen le 5 novembre.**

Après avoir stoppé le train nucléaire, faisons dérailler la machine répressive !

Le train de déchets nucléaires à destination de Gorleben en Allemagne est encore bloqué grâce à une mobilisation internationale toujours plus massive et déterminée. Les militants du GANVA (Groupe d'Actions Non-Violentes Antinucléaires) s'en réjouissent même s'ils affrontent pour leur part une répression disproportionnée :

Six militants ont été maintenus en garde à vue pendant 24h et font l'objet d'un contrôle judiciaire supposant le règlement d'une caution de 15000€ à payer avant le 15 Novembre. A défaut elles se retrouveraient incarcérées jusqu'au procès, le 8 décembre à 14h. On peut constater que la volonté du gouvernement de réprimer sévèrement les militants anti-nucléaires a été exécutée à la lettre par le procureur de la république de Caen.

Trois militants ont été blessés, deux ayant des brûlures graves aux mains qui ont nécessité une prise en charge par les services hospitaliers. Le troisième a été aussi grièvement touchée, il a du subir une intervention chirurgicale sur deux tendons sectionnés à la main gauche. A sa sortie de l'hôpital, il a été directement conduit en garde à vue sous escorte policière. La volonté du gouvernement et du lobby nucléaire de faire passer ce convoi coûte que coûte aurait elle conditionnée l'expression d'une telle brutalité de la part des forces de police ? Était-ce cela qu'elles avaient à cacher derrière les bâches tendues autour de la désincarcération ?

Le 8 Décembre, les inculpés seront jugés au tribunal de grande instance de Caen, soyons nombreux pour venir les soutenir et affirmer notre opposition au nucléaire et à la répression qui l'entoure !

Unser Widerstand kennt keine Staatsgrenzen

Tout soutien financier est le bienvenu : chèque à l'ordre de l'APSAJ - Association Pour la Solidarité et l'Aide Juridique : APSAJ, 6 cours des alliés 35000 - Rennes

---